

L'influence des croyances et des pratiques religieuses sur le comportement et la performance

Do religious beliefs affect a wide range of behaviors and
religious activity can influence economic performance

HASNA ZAERIA

FSE Université Mohammed V de Rabat
Laboratoire : homme société éducation

GUEDIRA MOHAMED

FSE Université Mohammed V de Rabat
Laboratoire : homme société éducation

Résumé:

Le fait que le relâchement des contraintes constitutives de la régulation sociale soit le moyen de produire les milieux sociaux effervescents est un élément important de cette théorie de la socialisation : il ouvre sur une dynamique sociale agissant par l'intermédiaire d'un moment (l'effervescence collective) capable d'expliquer la formation et la revivification de l'idéal autour duquel les sociétés construisent leur vie et leur avenir, et stabilisent le processus de socialisation. Mais c'est vers un autre développement théorique que l'examen de la place de l'économique dans les *Formes* conduit. Plusieurs auteurs ont jugé nécessaire de repenser la spiritualité dans un tissu économique bien détaillé et dans un contexte donné.

Comment se conjugue le spirituel avec le développement et les paradigmes qui les lie tous.

Mots clés : spiritualité; Développement; Régulation; Sociale; Économique

Abstact :

he fact that relaxation of the constraints of social regulation is the means of producing effervescent social environments is an important element of this theory of socialization: it opens on a social dynamic acting through a moment (the collective effervescence) capable of explaining the formation and revival of the ideal around which societies build their lives and futures, and stabilize the process of socialization. But it is towards another theoretical development that the examination of the place of the economic in the Forms leads. Many experts have thought it necessary to rethink spirituality in a very detailed economic fabric and in a given context.

The question is what is the relationship between development and spirituality.

Keywords: Developpement ; Régulation; Spirituqlity ; Social ; Economical

Introduction:

Dans *La richesse des nations*, Adam Smith soutient que la participation à une secte religieuse peut potentiellement fournir deux avantages économiques à ses adhérents, à l'extérieur et à l'intérieur du groupe (Anderson, 1988) : l'appartenance à une « bonne » secte réduit le risque perçu par les employeurs, prêteurs et clients potentiels et facilite les transactions avec eux; elle sécurise et facilite aussi les transactions entre les membres eux-mêmes, permettant des transactions en « confiance », les « brebis galeuses » étant exclues de la secte. Ce type d'argument pourrait d'ailleurs s'appliquer à un large éventail d'associations ou clubs volontaires. Mais c'est la teneur de la croyance religieuse qui est essentielle. Dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Weber (1905/2002) soutient que la réforme protestante a été cruciale dans la montée du capitalisme, de par son impact sur le système de croyances. Il considère que la doctrine calviniste de prédestination et la notion associée d'« appel » ont été essentielles à la transformation des attitudes à l'égard de l'activité économique et de l'accumulation de richesse. Pour Calvin, les individus sont prédestinés au salut ou à la damnation. Mener une vie de bien constitue un moyen de se rassurer et de montrer aux autres quel est son propre destin. Chacun est « appelé », et un individu qui remplit au quotidien et avec succès sa mission religieuse trouve grâce aux yeux de Dieu, qui lui prodigue alors sa bénédiction. Cela a conduit les pratiquants à un « ascétisme de ce monde », à une activité économique efficace, orientée vers l'épargne et vers une accumulation de richesse non ostentatoire, ce qui constitue pour Weber le Weber a suscité de nombreuses critiques.

Parmi les auteurs ayant traité de l'évolution économique et de la religion, il faut mentionner Greif (1994) et Kuran (2002,2003) qui se sont penchés sur l'islam. Greif (1994) suggère que les innovations économiques et sociales fondamentales en Europe ont eu lieu plusieurs siècles avant la Réforme. Dans une analyse de la concurrence entre commerçants Maghribis et marchands génois au XI^e siècle, il montre que les innovations organisationnelles génoises – comprenant les contrats formels et des tribunaux pour assurer leur application, les entreprises familiales (distinctes des marchands individuels), les sociétés par actions et les innovations comptables associées – étaient plus efficaces que les méthodes des Maghrebis, qui ont finalement disparu en tant que communauté distincte. Greif affirme que les différences culturelles entre la société individualiste des Génois du monde latin et la société communautaire ou collectiviste du monde musulman ont conduit à l'innovation culturelle des Génois d'un côté et à la réticence ou l'incapacité des Maghribis à s'adapter de l'autre.

1. Cohésion religieuse et incohésion économique :

Durkheim fait une différence entre la cohésion de ceux qui pratiquent leur culte et l'incohésion des individus qui entourent le magicien, image pour lui de la relation marchande. La croyance religieuse est associée par Durkheim à une forte intégration sociale : « Les individus qui la [la communauté religieuse] composent se sentent liés les uns aux autres, par cela seul qu'ils ont une foi commune. Le contraste entre la relation au magicien et la relation à l'Église est semblable à celui qui distingue l'échange de la division du travail :

« Le plus remarquable effet de la division du travail n'est pas qu'elle augmente le rendement des fonctions divisées, mais qu'elle les rend solidaires [...] Il est possible que l'utilité économique de la division du travail soit pour quelque chose dans ce résultat, mais, en tout cas, il dépasse infiniment la sphère des intérêts purement économiques ; car il consiste dans l'établissement d'un ordre social et moral sui generis. Des individus sont liés les uns aux autres qui sans cela seraient indépendants ; au lieu de se développer séparément, ils concertent leurs efforts ; ils sont solidaires et d'une solidarité qui n'agit pas seulement dans les courts instants où les services s'échangent, mais qui s'étend bien au-delà ».

Sur quoi repose cette durée qui dépasse l'instant de l'échange et permet de fonder ce phénomène moral nouveau ? Sur l'incomplétude des individus qui doivent obtenir d'autrui ce dont ils ont besoin.

Religion et magie d'une part, division du travail et échange de l'autre ne sollicitent pas le même « mécanisme d'images ». L'échange repose sur l'intérêt matériel, il est de l'ordre de l'utilitaire, il ne rapproche les individus que pour un temps et pour un motif volatil car l'intérêt qui fait l'échange entre deux personnes aujourd'hui peut le défaire demain, parce que le prix sera plus bas, parce que la qualité proposée sera meilleure ailleurs, etc. L'échange est associé à la dispersion, à l'indépendance, au face à face avec la nature (la part utilitaire de l'individu) ; il ne produit qu'un lien instable parce que fondé sur un mobile instable (l'intérêt) sans déboucher sur une intégration sociale. L'argument est longuement présenté dans le *la division du travail social* lorsque Durkheim oppose la solidarité organique à la solidarité contractuelle de Herbert Spencer. Il n'en va pas de même de la division du travail, ressort profond de la société industrielle et, dans les termes durkheimiens, de la solidarité organique. Suivant ici la leçon d'Auguste Comte, Durkheim associe la division du travail, socle sur lequel s'élève la solidarité organique, non pas à l'intérêt et à l'utilitaire, mais à l'altruisme et au sacrifice. D'où cette formule forte que Durkheim cisèle dans son premier ouvrage : « Partout où il y a des sociétés, il y a de l'altruisme parce qu'il y a de la solidarité » .

On a affaire à un égoïsme sans lendemain, sans institution pour lui donner de la durée et réactiver les « images » qui en ont été au principe. À l'inverse, la division du travail place les relations dans la durée, car les compétences ne changent pas au même rythme que les intérêts. La division du travail engendre un intérêt durable avec le maintien des relations entre les producteurs de services mutuellement bénéfiques. Les égoïsmes sont contenus de façon à faire place à des pratiques communes, durables, productrices de solidarité. La formation requise pour une insertion dans la division du travail devient une forme de sacrifice – l'investissement de ressources et de temps aujourd'hui en vue d'un avantage probable dans le futur – que la société impose dès lors que l'individu ne peut plus aspirer au statut de l'honnête homme et doit se spécialiser.

La différence entre l'échange (l'utilitaire) et la division du travail (le social) tient dans l'existence d'institutions capables de modérer et de contenir l'égoïsme, facteur de dispersion, d'indépendance et d'un face à face morne et pénible avec la nature, pour reprendre les termes avec lesquels Durkheim décrit l'activité économique des Australiens dans les *Formes*. Dans la thèse de Durkheim, c'est le contrat qui joue ce rôle. À l'inverse, la division du travail repose sur un engagement qui, à l'instar de l'altruisme, véhicule l'idée d'une mise à l'écart de l'opportunisme social impliqué par l'intérêt utilitaire, que ce soit par un sacrifice volontaire d'avantages auxquels un individu pouvait prétendre, ou que ce soit par une décision qui implique un coût fixe difficile à récupérer en cas de changement de son intérêt économique. L'engagement ne signifie pas une suppression de l'intérêt utilitaire, mais plutôt sa modération par renonciation de l'opportunisme. L'engagement engendre ainsi une attente, ce phénomène dans lequel Mauss voit le fondement du social (Mauss, 1934), c'est-à-dire aussi un « mécanisme d'images » qui produit de l'intégration sociale parce qu'il met en œuvre des pratiques, des représentations et des idéaux communs. Il est significatif que les théoriciens contemporains s'appuient sur ce concept lorsqu'ils cherchent à se dégager d'une vision purement utilitaire de l'économique. C'est le cas d'Amartya Sen (1977) lorsqu'il explique que l'acteur économique rationnel devrait plutôt être qualifié d'« idiot rationnel » (*rational fool*), mais aussi que l'altruisme n'est pas un phénomène difficile à intégrer dans le cadre de la théorie économique. Ce qui résiste à cette dernière c'est l'engagement (*commitment*), un acte dans lequel un individu renonce en pleine connaissance de cause à des avantages qu'il pourrait obtenir. C'est aussi le cas de Harrison White (1992) lorsqu'il distingue le marché d'échange pur produisant des appariements entre les choses et les personnes sans engendrer de relations

durables et le marché de producteurs dans lequel des biens sont offerts par des producteurs qui par le capital fixe s'engagent durablement sur cette sphère sociale.

Dans une analyse complémentaire des institutions, Kuran (2002) considère que les pratiques islamiques, comme par exemple les règles de succession, ont empêché le développement d'institutions commerciales comparables à celles qui ce sont développées en Occident à la Renaissance, et ont par conséquent désavantagé les marchands islamiques en concurrence avec leurs homologues occidentaux. En effet, pour Kuran (2002,2003b), ces contraintes institutionnelles expliquent pourquoi le commerce au Moyen-Orient a progressivement été dominé par des minorités religieuses non musulmanes, jusqu'à l'adoption générale des institutions et pratiques occidentales au XIX^e siècle.

Jusqu'à récemment, les économistes ont prêté peu d'attention, en tous cas sur un plan empirique, à l'impact potentiel de la religion sur la performance économique. Cet article examine d'abord le raisonnement initié par Weber selon lequel la teneur spécifique de la croyance religieuse peut profondément affecter le comportement économique. Il examine ensuite dans quelle mesure l'affiliation religieuse et la culture nationale peuvent être corrélées à la performance économique. Il se penche en particulier sur l'impact de l'islam sur la croissance économique, à la fois de façon transnationale et intranationale, en utilisant des données issues de trois pays à caractère multireligieux et multiethnique : l'Inde, la Malaisie, et le Ghana.

2 religion culture et performance économique :

2.1. Religion et performance économique

Weber a réalisé des travaux sur l'hindouisme, le bouddhisme, et le confucianisme. Ses essais sur le judaïsme antique étaient en grande partie terminés avant sa mort, en 1920; des travaux sur l'islam étaient initiés mais pas achevés. Dans ses travaux, Weber est parti d'un cas particulier (la montée du capitalisme en Europe) pour aller vers le général, et cette trajectoire intellectuelle a alimenté ses théories sur le monde non chrétien. Weber s'est initialement intéressé à la montée du capitalisme industriel qui a démarré en Grande-Bretagne, en Europe continentale, et en Amérique du Nord – et non à son adoption dans d'autres régions. Cependant, trois aspects de l'argumentation de Weber – notamment le fait que les puritains ascétiques ont été à l'avant-garde d'une révolution matérielle, que beaucoup d'autres religions en plus des sectes protestantes prêchent l'ascétisme, et que les protestants non conformistes n'étaient pas la seule minorité religieuse en Europe et Amérique du Nord – fournissent un lien

vers une considération plus large de la théologie, des institutions, et de la performance économique. Le point de départ de l'analyse de Weber était le décalage éthique entre les valeurs des religions et le monde existant (Yang, 1964). À partir de là, les religions ont pu être classées selon leur acceptation ou non du monde, et en cas d'acceptation, selon la présence ou non de tensions à l'égard du monde et selon le fait qu'elles encouragent une orientation de transformation, d'adaptation ou de fuite par rapport au monde existant.

En ce qui concerne le judaïsme, qui, du point de vue théologique, est la religion la plus étroitement liée au protestantisme, Weber a attribué le succès économique de la communauté juive d'Europe occidentale au phénomène historique particulier lié à son statut de groupe minoritaire « marginal » conformément à la théorie d'Adam Smith. Si le judaïsme soutenait la rationalité et la maîtrise du monde, le succès économique ne pouvait pas être interprété, contrairement au protestantisme, comme un signal de piété, celle-ci se manifestant dans le judaïsme par d'autres moyens. Weber justifie son argument en observant qu'en Europe du Sud et de l'Est et en « Orient,» où la présence juive a été la plus importante et la plus longue, la communauté juive n'a pas réussi à développer le capitalisme moderne (Weber, 1920/1952). Le confucianisme, selon Weber, était ancré dans le monde mais sa promotion des relations harmonieuses suivant les modèles prescrits était antithétique à la « destruction créatrice » du capitalisme, pour employer l'expression utilisée plus tard par Schumpeter, et sa codification de règlements éthiques plutôt que des procédures légales formelles a empêché le développement de relations commerciales capitalistes. D'après Weber, « le rationalisme confucéen signifiait une adaptation rationnelle au monde; le rationalisme puritain signifiait la domination rationnelle du monde » (Weber, 1920/1964, p. 248).

Quant à l'hindouisme et au bouddhisme, selon Weber, ils favorisaient l'ascétisme mais un ascétisme d'un « autre monde » ou de « rejet du monde » qui soutenait l'évasion du monde matériel et non sa maîtrise. La force de la loi rituelle dans l'hindouisme a empêché l'innovation technique ou sociale de l'intérieur et a même entravé les adaptations locales des innovations étrangères. Et Weber est même allé jusqu'à avancer que les pouvoirs d'assimilation de l'hindouisme étaient si forts qu'ils avaient un impact négatif, même sur les régions non Hindoues du Sud asiatique (Weber, 1920/1958).

Dans ses écrits sur l'islam, Weber considère que « le féodalisme prébendier » et « le patrimonialisme bureaucratique arbitraire », caractéristiques des dynasties Abbasides, Mameluks et Ottomanes, ont empêché les structures légales rationnelles, prévisibles et évolutives de se développer, structures sans lesquelles le capitalisme rationnel ne pouvait pas

émerger (Turner, 1974,1996; Cronne, 1999; Schluchter, 1999). Weber oppose continuellement les institutions politiques et juridiques existant dans le monde musulman aux institutions contemporaines équivalentes de l'Europe féodale qui ont garanti les droits de propriété. C'est principalement cette barrière sociopolitique, et non un obstacle théologique, qui a empêché la montée du capitalisme. Pour Weber, une éthique de guerrier qui mettait l'accent sur le pillage comme moyen d'acquisition était incompatible avec l'« esprit du capitalisme » ; de nombreux commentateurs ont observé que Weber s'était alors égaré sur un plan factuel (cf. Turner, 1974; Kuran, 1997, Lapidus, 1999; Levtzion, 1999).

Globalement, l'islam n'a encouragé aucun comportement à contre-courant dans les endroits où les musulmans étaient une minorité, tels que l'Asie du Sud, et les mouvements dissidents à l'intérieur de l'islam n'ont pas joué un rôle similaire à celui du calvinisme en encourageant la maîtrise rationnelle du monde . Néanmoins, comme le souligne Gellner, « par divers critères – universalisme, scripturalisme, égalitarisme spirituel, extension de la pleine participation de la communauté sacrée à tous et non pas à un ou à certains, et rationalisation de la vie sociale – l'islam est, des trois grands monothéismes occidentaux, celui qui est le plus proche de la modernité » (Gellner, 1981, p. 7; mis en avant dans l'originale).

Sur quelles bases s'est appuyé Weber pour défendre son argumentation ? Weber a fait appel à divers types de données historiques, par exemple, des enquêtes montrant les affiliations religieuses d'individus occupant certains types de métiers. L'argumentation de Weber était essentiellement de nature historico descriptive. Il est possible de nos jours de mener des analyses statistiques solides.

Les pays et régions islamiques sont-ils économiquement moins performants que par exemple les régions ou pays protestants, comme le suggère Weber, ou l'islam est-il compatible avec un excellent développement économique et avec la modernisation ?

2.2 Le rôle de la culture :

Les avancées dans les méthodologies de recherche après la Seconde Guerre mondiale ont permis aux théoriciens de la modernisation d'appliquer une analyse plus rigoureuse et de recourir à des données plus étendues pour étudier les facteurs expliquant les différences de performance économique selon les sociétés, en prenant par ailleurs en compte la culture.

Une recherche intéressante est celle de McClelland (1961) qui a analysé le lien entre le besoin d'accomplissement et la performance économique . McClelland a constaté qu'à la fois dans les sociétés prélettrées et contemporaines, les scores élevés de besoin d'accomplissement étaient associés d'une part, à des pratiques religieuses qui soulignaient le contact individuel

(et non pas rituel) avec le divin et, d'autre part, à une diminution du rôle des autorités ou experts religieux, considérés comme adjoints nécessaires à l'exécution des fonctions religieuses. Les travaux de Hofstede (1997,2001) menés à plus grande échelle sur les dimensions culturelles nationales établissent par ailleurs partiellement des liens entre indicateurs culturels et religions. Pour Hofstede, cependant, ces mesures de la culture ne permettent pas directement d'expliquer la performance économique. La littérature économique récente a d'une certaine manière poursuivi dans la même voie que celle des théoriciens de la modernisation, en grande partie en se servant des données du World Values Survey, mais avec une approche prenant en compte le rôle des institutions dans la médiatisation des valeurs et leur impact sur les résultats. La Porta *et al.* (1997) définissent le catholicisme, le christianisme orthodoxe, et l'islam comme étant des religions « hiérarchiques » (ce qui rappelle la dimension de distance hiérarchique d'Hofstede). Ils ont constaté qu'« à revenu par habitant constant, les pays où les religions hiérarchiques dominent ont des organisations judiciaires moins efficaces, une plus grande corruption, des bureaucraties de qualité inférieure, des taux d'évasion fiscale plus élevés, des taux de participation dans les activités civiques et les associations professionnelles inférieurs, un niveau plus bas de grandes entreprises dans l'économie, des infrastructures inférieures, et une inflation plus élevée » (La Porta *et al.*, 1997, p. 336-337). Ils n'ont pas trouvé de relation significative entre la domination des religions hiérarchiques et la mortalité infantile, la réussite scolaire, et la croissance.

3 . Religions : islam et croissance économique :des propositions testables

L'hypothèse selon laquelle les attitudes religieuses affectent la performance économique nationale est une proposition testable. De nombreux indicateurs ont été pris en compte pour l'analyse de la performance économique nationale à long terme, comme par exemple l'accumulation du capital humain et physique, des indicateurs de stabilité macro-économique, d'ouverture aux échanges, d'institutions politiques, et de géographie.

Solow (2001), de son côté, considère qu'il est important de se concentrer sur d'une part le niveau et d'autre part la croissance de la productivité globale des facteurs comme variable à expliquer.

La *productivité multifactorielle* ou *productivité globale des facteurs* (PGF), est l'accroissement relatif de richesse (la « croissance ») qui n'est pas expliquée par l'accroissement d'un usage des facteurs de production, le capital et le travail. L'élément principal de la PGF est le progrès technique qui, avec la même combinaison de facteurs de production (capital et travail) permet de créer plus de richesse. Mais l'augmentation de la PGF peut aussi résulter d'une modification de la structure de production – on fabrique plus de

types de biens ou services nécessitant moins de capital et de travail – ou de son organisation – à fabrication égale, on combine mieux le capital et le travail, de sorte qu'à niveau de facteurs constants, la richesse créée est plus grande.

Solow (2001) soutient que des phénomènes non technologiques comprenant la sécurité des contrats, l'intensité de la concurrence, et le respect de la rationalité instrumentale comme mode comportemental peuvent avoir un impact majeur sur l'allocation des ressources et par conséquent sur la PGF. Solow exprime aussi son désaccord quant à l'hypothèse implicite présente dans de nombreux travaux empiriques, à savoir que la production réelle mesurée est proche de la production potentielle, particulièrement dans le cas des pays pauvres, et spécialement chez les producteurs monocultures. Si ces types de pays sont inclus dans les analyses empiriques, alors les sécheresses et catastrophes naturelles devraient être aussi incluses comme variables explicatives.

Dans le cadre des analyses que nous avons menées sur deux échantillons de 50 et 78 pays, nous testons tout d'abord des modèles usuels des fondamentaux économiques (tableau 1, deux premières colonnes, modèles 1.1 et 1.2). Les variables dépendantes sont une estimation de la croissance de la PGF pour 1973-1984 de Collins et Bosworth (1996) – pour le premier échantillon de 50 pays qui comprend principalement des pays en développement – et la croissance du revenu par habitant entre 1970 et 1990 dérivée des tables du Penn World – pour l'échantillon de 78 pays qui comprend au-delà des pays précédents un grand nombre de pays industrialisés. Les variables explicatives, définies dans l'encadré « Sources », (p. 114) incluent le PIB initial par habitant, la part d'investissement, la part des dépenses gouvernementales, l'ouverture aux échanges internationaux, et la réussite scolaire. En complément de ces variables explicatives, d'autres ont été testées mais n'ont pas été reportées par souci de parcimonie. Les résultats des analyses sur les modèles 1.1 et 1.2 montrent que le PIB initial par habitant est négatif et statistiquement significatif – c'est-à-dire que plus le PIB de départ est élevé, plus la croissance de la PGF et du revenu par habitant sont faibles. Mais ces taux de croissance sont reliés positivement et significativement au capital humain – le nombre moyen d'années de scolarisation. L'influence de variables culturelles comme le besoin d'accomplissement de McClelland pour 1950 ou la distance hiérarchique a aussi été testée mais leur effet n'est pas significatif; ces régressions ne sont pas reportées par souci de concision.

Forment la catégorie « non-religieuse ». Elles sont omises volontairement des régressions et représentent la référence par rapport à laquelle les religions majeures mondiales sont évaluées. Les résultats des analyses montrent que dans le modèle 1.4 où l'on cherche à expliquer le taux de croissance du revenu par habitant sur la période 1970-1990, à la fois dans des pays en développement et dans les pays industrialisés, les parts de population de religion juive,

catholique et protestante sont négativement corrélées à la croissance du revenu par habitant, sous condition des fondamentaux économiques (PIB initial, part des investissements, niveau d'éducation) et par rapport à la catégorie omise (catégorie « non-religieuse »). Les résidus de Student ont été analysés, afin de vérifier l'adéquation des données avec les régressions. Enfin, les variables de culture ont été ajoutées une à une aux spécifications des régressions (modèles 1.3 et 1.4). À nouveau, aucune des variables culturelles n'était statistiquement significative (les résultats ne sont pas reportés ici).

4. ISLAM ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE : DES ANALYSES PLUS FINES TRANSNATIONALES ET INTRANATIONALES

Aujourd'hui les musulmans sont relativement pauvres, que l'on prenne des mesures par habitant (Bhalla, 2002) ou nationales (Kuran, 1997), par rapport à une moyenne mondiale. Une littérature abondante attribue cet état de fait à l'islam lui-même. En principe, l'existence d'institutions uniquement islamiques et des pratiques économiques associées – en particulier l'interdiction, dans le Coran, de pratiquer l'intérêt – fournit une explication institutionnelle du lien entre l'affiliation religieuse et la performance économique à un niveau agrégé. Sur la base de leur analyse des données du *World Value Survey*, Guiso, Sapienza et Zingales (2003) caractérisent l'islam comme étant négativement associé « à des attitudes qui favorisent la croissance » ; et les musulmans, parmi les croyants des principales religions du monde, apparaissent comme étant les plus « antimarché ».

Toutefois, sur le plan empirique, il apparaît moins clairement que les pays musulmans aient des performances moins élevées que celles de pays comparables sur ces 50 dernières années. Les données sur le revenu par habitant sont peu précises, mais les tentatives de Barlow (1982) pour construire des séries temporelles cohérentes pour la période 1950-1972 suggèrent que, au minimum, les pays islamiques du Moyen-Orient ont affiché une croissance légèrement plus rapide que les pays en voie de développement comparables sur la même période. Les estimations de la PGF par Collins et Bosworth montrent que sur la période 1960-1973 (c'est-à-dire avant la montée des prix du pétrole), les pays islamiques ont réalisé des taux de croissance de la PGF supérieurs à ceux d'autres pays en développement. Et les résultats présentés dans le tableau 1 montrent que, pour un niveau de PIB de départ donné, l'islam n'a pas d'effet négatif significatif sur la croissance.

Tableau 1 - CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET RELIGIONS

	Modèle 1.1	Modèle 1.2	Modèle 1.3	Modèle 1.4
Variables indépendantes	Croissance de la PGF* 1973-1984	Croissance du revenu/hab. 1970-1990	Croissance de la PGF* 1973-1984	Croissance du revenu/hab. 1970-1990
PIB initial par habitant	- 0,00049 (-2,65)b	- 0,00033 (-3,73)a	- 0,00044 (-2,32)b	- 0,00025 (-2,76)a
Investissements	0,047 (1,29)	0,077 (3,13)a	0,027 (0,73)	0,070 (2,64)b
Dépenses gouvernement	- 0,024 (- 0,56)	- 0,022 (- 0,91)	- 0,049 (- 1,06)	- 0,018 (- 0,75)
Ouverture aux échanges	-0,009 (-0,93)	- 0,004 (- 0,66)	- 0,012 (- 1,24)	- 0,004 (- 0,63)
Niveau d'éducation	0,574 (2,20)b	0,513 (3,40)a	0,731 (2,51)b	0,631 (3,93)a
Musulmans	-	-	0,005 (0,34)	- 0,008 (- 0,78)
Hindous	-	-	0,018 (0,75)	0,004 (0,23)
Bouddhistes	-	-	- 0,010 (- 0,41)	- 0,009 (- 0,48)
Juifs	-	-	- 0,004 (- 0,14)	- 0,043 (- 1,75)c
Catholiques	-	-	-0,018 (-1,17)	- 0,027 (-2,58)b
Orthodoxes	-	-	0,034 (1,33)	-0,022 (-1,38)
Protestants	-	-	- 0,032 (- 1,29)	- 0,037 (- 2,62)b
Constante	-0,633 (-0,64)	0,599 (0,88)	0,618 (0,35)	1,896 (1,69)c
R2	0,16	0,27	0,40	0,43
F (toutes les variables)	1,62	5,34a	2,10b	4,02a
F (variables religion seulement)	-	-	2,21c	2,51b
Nb.	50	78	50	78

* PGF : productivité globale des facteurs.

Note: l'indice a indique un degré de signification au niveau 0,01; b au niveau 0,05 ; c au niveau 0,1.

Il est possible de mener néanmoins des analyses plus fines, transnationales et intranationales.

4.1. Analyses transnationales

Pour examiner de façon plus rigoureuse l'effet de l'islam sur la performance économique (tableau 2), nous allons regarder successivement l'influence des variables économiques et de la part de population musulmane sur la croissance de la PGF et du revenu par habitant, puis l'effet spécifique de cette variable, pondérée par la distance de la population à la Mecque. Il existe par ailleurs des populations musulmanes arabes et non arabes. Nous avons aussi pris en compte ce phénomène.

Les deux premières colonnes du tableau 2 présentent les résultats des régressions du modèle économique standard, avec comme variables supplémentaires la part des musulmans dans la population et une variable muette pour les pays exportateurs de pétrole, car il est évident qu'il faut prendre en compte l'effet spécifique de cette variable. Le coefficient de la variable « part de population musulmane » est positif et significatif au seuil de 5 % dans la régression sur la PGF (modèle 2.1) ; une augmentation d'un point du taux de la population islamique est associée à une augmentation de 0,02 à 0,03 point du taux de croissance de la PGF. Par contre l'effet est positif mais non significatif en ce qui concerne la croissance du revenu par habitant (modèle 2.2). Cela signifie que lorsqu'on mène les analyses sur le premier échantillon, c'est-à-dire essentiellement des pays en développement ou encore peu industrialisés, l'influence de l'effet de l'islam est positif et significatif; si l'on prend à la fois ces pays et les pays industrialisés, l'effet reste positif mais n'est pas significatif.

L'islam, comme les autres religions, est sujet à interprétation, et présente de grandes variations dans la pratique, à la fois dans le temps et géographiquement. Une grande partie de ce qui a été discuté jusqu'ici fait référence aux développements au Moyen-Orient, et la catégorie « musulmane » est peut-être trop large pour avoir un réel sens analytique en tant que tel (Zubaida, 1995). Tous les musulmans ne se ressemblent pas; en particulier, d'autres influences culturelles dans les sociétés musulmanes non Arabes (comme celles des Chinois dans le Sud-Est asiatique ou des Français en Afrique de l'Ouest) peuvent atténuer l'impact des traditions moyen-orientales.

Pour étudier cette possibilité, la part de population musulmane de chaque pays a été pondérée en la divisant par la distance entre la capitale nationale et La Mecque, en d'autres termes le pourcentage pondéré de musulmans diminue avec la distance. Dans ces régressions, l'inverse de la part de population musulmane est positif et significatif au seuil de 10 % dans la régression sur la PGF (modèle 2.3) et non significatif dans la régression sur la croissance du revenu par habitant (modèle 2.4). L'effet significatif de l'inverse de la variable « part de

population musulmane pondérée » signifie que ce n'est pas la proximité de la Mecque qui confère le caractère significatif aux résultats.

Il faut distinguer la population musulmane de la population arabe, les deux se recoupent parfois fortement, mais parfois pas du tout comme en Asie. Nous avons donc procédé à des régressions spécifiques sur la population arabe. Les modèles 2.5 et 2.6 correspondent à des régressions dans lesquelles la part arabe de la population a été prise en compte, et dans un souci d'exhaustivité, les modèles 2.7 et 2.8 montrent les résultats avec l'inverse de la part arabe de la population pondérée par la distance. Dans chacun des quatre cas, le coefficient est positif et significatif au seuil de 10 % ou moins, ce qui signifie que le fait d'appartenir à la population arabe est aussi lié positivement à la croissance.

L'examen de ces résultats montre que le fait d'appartenir à une population musulmane ne constitue pas un obstacle à la croissance, dans un contexte économique donné. Au contraire, les résultats présentés dans le tableau 2 renforceraient l'hypothèse selon laquelle l'impact de l'islam serait positif, en particulier dans les pays en développement ou encore peu industrialisés.

4.2. Analyses au niveau intra-national

Les résultats transnationaux rapportés jusqu'ici sont suggestifs mais ne permettent pas de contrôler de façon adéquate les influences économiques, politiques, et institutionnelles spécifiques aux pays. De nombreux phénomènes économiques qui varient selon les pays tels que les différences des taux d'inflation, les politiques commerciales, ou les pratiques juridiques peuvent être ignorés lorsqu'on examine les développements dans un pays seul en utilisant les données sur les juridictions intra-nationales. L'analyse est ainsi prolongée au niveau du simple pays en utilisant des données provenant de sociétés multiethniques ayant des populations musulmanes substantielles mais ne représentant pas une majorité trop forte. Trois pays ont été choisis en fonction de la disponibilité de données intra-nationales et de l'existence de populations musulmanes et non musulmanes : l'Inde, la Malaisie, et le Ghana. Les résultats méritent néanmoins d'être examinés avec une certaine prudence d'un point de vue statistique, en particulier pour la Malaisie, du fait du faible nombre d'observations, inhérent au fait que l'on travaille sur des régions intrapays.

- *L'Inde*

L'Inde est le troisième plus grand pays musulman du monde, après l'Indonésie et le Pakistan. La représentation de la population musulmane varie à travers les 32 États et territoires de l'Union indienne. Le tableau 3 présente les régressions des variables d'affiliation religieuse et économiques sur des données au niveau des États. Dans la régression 3.1, la variable dépendante est la croissance de la PGF (productivité globale des facteurs) provenant de Fan *et al.* (1999). Cette source rapporte des évaluations de la PGF pour 17 États « fortement agricoles ». Les taux de croissance de la PGF ont été calculés pour les périodes 1973-1983 et 1983-1993; les observations ont été fusionnées, en incluant une variable muette sur la première période de l'étude pour permettre une variation de la constante. Les régressions ont été estimées avec les valeurs du niveau initial de PGF de 1971 pour la première période (et de 1981 pour la seconde période), le taux d'instruction des femmes, les dépenses de l'État par habitant consacrées au développement, la densité de population, le pourcentage de villages ayant accès à l'électricité, la densité du réseau routier, une fonction quadratique des précipitations annuelles, et une variable muette pour les États sans littoral. Aucune variable n'est significative à l'exception du niveau initial de PGF, de l'instruction des femmes, et des dépenses de l'État consacrées au développement par habitant. Les données de recensement indiennes décomposent l'affiliation religieuse en groupes religieux : hindous, musulmans, chrétiens, Sikhs, bouddhistes, Jains, et autres religions (principalement des religions animistes indigènes). Cette dernière catégorie est prise en compte pour l'échantillon de 1981, mais pas pour celui de 1971. Enfin, la catégorie « aucune religion/religion non rapportée » représente la modalité volontairement omise. Les résultats de la régression avec le modèle 3.1 (tableau 3) montrent qu'aucune appartenance religieuse n'a d'effet significatif sur la croissance, pas plus l'appartenance à la religion musulmane que l'appartenance à une autre, bien que l'ensemble des variables de religion soient significatives conjointement au seuil de 5 %.

Par contre dans le modèle 3.2, la croissance réelle du revenu par habitant sur la période 1981-1996 est prise comme variable dépendante. Dans ce cas, les coefficients de trois des variables d'affiliation religieuse (bouddhistes, Jains, et autres religions) sont positifs et significatifs au seuil de 5 %, et les coefficients sur l'ensemble des variables d'affiliation religieuse sont conjointement significatifs au seuil de 1 %. À nouveau, le coefficient sur le groupe musulman seul n'est pas significatif.

- *La Malaisie*

La population de la Malaisie est majoritairement composée de trois groupes ethniques : les Malais indigènes ou Bumiputra, les Chinois, et les Indiens, et on observe une corrélation élevée entre l'appartenance ethnique et l'affiliation religieuse. L'islam est la religion d'État officielle, même si la liberté de pratiquer d'autres religions est garantie par la Constitution. La répartition des musulmans se fait à travers les 13 États malaisiens et les deux territoires fédéraux.

Dans nos analyses, l'influence de l'appartenance religieuse sur la croissance réelle du revenu par habitant est évaluée sur la période 1990-2000, à partir de données au niveau des États. Les variables explicatives économiques incluent le PIB initial par habitant, le taux de scolarisation, la délinquance juvénile et la densité de population. Dans le modèle économique standard, aucune variable ne s'est avérée significative hormis la densité de population et la délinquance juvénile¹. En ce qui concerne les religions, les groupes religieux considérés sont l'islam, le christianisme, l'hindouisme, le bouddhisme et le confucianisme; les catégories « religions tribales/populaires », « une autre religion », « aucune religion » et « une religion inconnue » forment la modalité volontairement omise par rapport à laquelle les religions principales sont évaluées.

Par ailleurs, étant donné le degré élevé de corrélation entre la religion et l'appartenance ethnique, des données d'appartenance ethnique ont été employées pour construire des instruments reflétant l'affiliation religieuse en 1990. En effet, puisque l'on analyse la croissance de 1990 à 2000, il était important de disposer ou d'estimer des données religieuses de début de période (non disponibles) et non de travailler avec celles de fin de période (les seules disponibles)². Le tableau 4 présente les résultats du modèle 4.1 estimé avec ces données reconstruites³, sans intégration des variables économiques. La religion islamique a un effet négatif mais non significatif sur la croissance par rapport à la catégorie omise, c'est-à-dire la catégorie ne pratiquant pas l'une des principales religions. On peut noter que le même résultat est observé lorsque l'on inclut les variables économiques dans le modèle. Rappelons néanmoins à nouveau que le faible nombre d'observations amène à regarder les résultats avec prudence; les régressions avec à la fois les variables économiques et les

¹Il apparaît que l'inclusion de l'État de Sabah (un...

²Pour construire ces instruments, la croissance de revenu...

³Les données sur l'ethnicité, la délinquance juvénile,...

variables religieuses ne sont pas présentées car le nombre de variables est trop important par rapport au nombre d'observations.

- *Le Ghana*

Comme l'Inde et la Malaisie, le Ghana est un pays multi-ethnique et multireligieux avec une population musulmane significative. L'islam et le christianisme ont fait des percées considérables au cours du siècle dernier, la part de la population fidèle aux religions traditionnelles animistes étant passée d'environ 90 % de la population en 1900 à environ 20 % aujourd'hui. La proportion des Musulmans dans la population varie selon les dix régions du Ghana. Les effets des variables économiques et religieuses ont été évalués sur la croissance du revenu par habitant au niveau de ces dix régions. Les données sur les niveaux de revenu par habitant ont été construites à partir d'enquêtes sur les ménages conduites en 1988, 1992, et 1998. Ces études ont également été utilisées pour construire des données concernant le nombre d'années de scolarisation, l'appartenance ethnique, l'affiliation religieuse, la densité de population, et des indicateurs d'infrastructure (temps passé pour aller chercher de l'eau et du bois, et distance à la source d'eau). Des données météorologiques (données mensuelles sur les températures et précipitations moyennes et extrêmes) ont par ailleurs été obtenues grâce au Département des services météorologiques du Ghana.

Conclusion

Cet article a étudié le rapport entre la religion, la culture, et la performance économique. La littérature est sur un plan théorique indéterminée. Les résultats sur des dimensions culturelles nationales n'ont pas été probants statistiquement parlant; ces dimensions n'ayant pas de pouvoir explicatif spécifique sur la performance économique nationale, une fois que les variables économiques fondamentales ont été prises en compte. En revanche, dans des régressions transnationales et intranationales, l'affiliation religieuse semble reliée à la croissance, une fois les variables économiques principales prises en compte, bien que les régressions ne fournissent pas un modèle robuste au niveau d'une religion en particulier.

Certains observateurs ont prétendu que l'islam nuirait à la croissance. Cela n'est pas confirmé par l'analyse économétrique que nous avons menée, au niveau transnational et au niveau intra national. Les pays à majorité musulmane sont rarement des observations « aberrantes » (que ce soit positivement ou négativement), au sens statistique du terme, dans les régressions transnationales. Dans la plupart des cas, l'impact de la part de population musulmane dans le

pays n'a pas d'impact significatif sur la croissance, mais lorsque l'impact est significatif, il est positif. Cela est particulièrement intéressant de constater que les résultats significatifs ressortent lorsque l'échantillon comprend une majorité de pays en développement (par rapport à celui comprenant pays en développement et pays industrialisés). L'islam ne semble pas être une entrave à la croissance ou un fardeau pour le développement comme on a pu le prétendre. Le contraire semble plutôt être vrai. Pour étudier la performance économique dans des régions ou pays à majorité musulmane, l'analyse économique classique pourrait apporter un meilleur éclairage que la sociologie de la religion.

Bibliographie

Agamben G, 2008 [2007], *Le règne et la gloire. Homo Sacer, II, 2*, trad. française, Paris, Seuil.

Durkheim É, 1893, *De la division du travail social*, Paris, Alcan.
–, 1950 [1890-1900]. *Leçons de sociologie*, Paris, Presses universitaires de France.
–, 1968 [1912], *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, Presses universitaires de France.
–, 1998, *Correspondance avec Marcel Mauss*, Paris, Presses universitaires de France.

Faccarello G et Steiner P, 2008, « Interest, Sensationism and the science of the legislator: French "Philosophie économique", 1695-1830 », *European Journal of the History of Economic Thought*, 15-1, p. 1-23.

Foucault M, 2004 [1978], *Sécurité, territoire, population*, Paris, Gallimard-Seuil.
–, 2004 [1979], *Naissance de la biopolitique*, Paris, Gallimard-Seuil.

Mackenzie D 2006, *An Engine, not a Camera*, Harvard, the MIT Press.

Marx K, 1972 [1867], *Le capital, critique de l'économie politique*, trad. française, Paris, Éditions sociales.
–, 1974, *Le capital, critique de l'économie politique*, trad. française, Paris, Éditions sociales.

Mauss M 1980 [1925]. « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in Mauss Marcel, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 143-279.
–, 2006 [1934], « Discussion », in Simiand François, *Critique sociologique de l'économie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 259-279.

Mauss M et Beuchat H, 1950 [1906], « Essai sur les variations saisonnières des sociétés eskimos : étude de morphologie sociale », in Mauss Marcel, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 389-477.

Orléan A, 2011, *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*, Paris, Seuil.

Pickering W 1984, *Durkheim's Sociology of Religion. Themes and Theories*, Londres, Routledge and Kegan Paul.

Salhins M, 1976 [1972], *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, trad. française, Paris, Gallimard.

Sen A 1977, « Rational Fools. A Critique of the Behavioral Foundation of Economic Theory », *Economic and Public Affairs*, 6-4, p. 317-344.

Simiand F 2006 [1934], « La monnaie, réalité sociale », in Simiand François, *Critique sociologique de l'économie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 215-279.

Steiner P 1994, *La sociologie de Durkheim*, Paris, La Découverte.
–, 2000, « Crise, effervescence sociale et socialisation », in Borlandi Massimo et Cherkaoui Mohamed (eds.), *Le suicide, un siècle après Durkheim*, Paris, Presses universitaires de France, p. 63-85.

–, 2005, *L'école durkheimienne et l'économie. Sociologie, religion et connaissance*, Genève, Droz.

–, 2008, « Foucault, Weber and the history of the economic subject », *European Journal of the History of Economic Thought*, 15-3, p. 503-527.

–, 2011, « The Creator, human conduct and the maximisation of utility in Gossen's economic theory », *European Journal of the History of Economic Thought*, 18-3, p. 353-379.

Weber M, 2003 [1904-5], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad. française, Paris, Gallimard.

–, 1996 [1920], « Considération intermédiaire : théorie des degrés et des orientations du refus religieux du monde », in Weber Max, *Sociologie des religions*, trad. française, Paris, Gallimard, p. 410-460.

White H 1992, *Identity and Control. Toward a Structural Theory of Action*, Princeton, Princeton university Press.

Philippe S Groupe d'études des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne – Université Paris-Sorbonne et Institut universitaire de France,

William Watts M, *A Durkheimian Quest. Solidarity and the Sacred* [Texte intégral]

New York-Oxford, Berghahn Books, 2012, xviii + 257 p.